



Assemblée générale

Distr. générale
12 novembre 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt onzième session (6-10 septembre 2021)

Avis n° 30/2021, concernant Ding Jiaxi, Zhang Zhongshun et Dai Zhenya (Chine)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 14 décembre 2020, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement chinois une communication concernant Ding Jiaxi, Zhang Zhongshun et Dai Zhenya. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication. L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;
 - e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre,

¹ [A/HRC/36/38](#).



le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

4. Ding Jiayi est un citoyen chinois résidant à Beijing, né en 1967.

5. Selon la source, M. Ding, avocat à Beijing, a commencé à militer pour les droits de l'homme en 2010, lorsqu'il a plaidé en faveur du droit des enfants de travailleurs migrants de présenter les épreuves d'admission à l'université sur leur lieu de résidence plutôt que d'avoir à retourner dans leur pays d'origine. Il a également fourni une aide juridique et de la nourriture à des personnes qui avaient introduit une plainte auprès des services centraux à Beijing. En avril 2013, M. Ding a été arrêté, probablement à titre de représailles pour sa participation au Mouvement des nouveaux citoyens (un réseau de citoyens qui militent pour la justice sociale et l'adoption de réformes juridiques et politiques) et condamné à trois ans et six mois de prison. En avril 2015, le Groupe de travail a adopté l'avis n° 3/2015, dans lequel il a établi que la détention de M. Ding était arbitraire, et demandé sa libération immédiate. M. Ding a été libéré en 2016, après avoir purgé la totalité de sa peine.

6. Zhang Zhongshun, né en 1967, est un citoyen chinois résidant dans la ville de Yantai, dans la province du Shandong. La source indique que M. Zhang est professeur d'université et militant. Il a déjà été incarcéré pendant une période de trois ans pour avoir montré à ses étudiants un documentaire sur les manifestations de la Place Tian'anmen, en 1989, à Beijing. Après sa libération, en 2010, il a prôné le militantisme populaire et proposé des formations à l'organisation de campagnes non violentes en faveur des droits de l'homme. Il a en outre lancé des appels aux dons et financements en faveur de prisonniers d'opinion et d'autres défenseurs des droits de l'homme qui se trouvaient dans une situation difficile.

7. Dai Zhenya est un citoyen chinois né en 1973, résident de la ville de Xianmen, dans la province du Fujian. La source indique que M. Dai est directeur financier dans une entreprise privée, et qu'il milite depuis longtemps en faveur des droits de l'homme. Il a levé des fonds et fait lui-même des dons en faveur de prisonniers politiques et de défenseurs des droits de l'homme, a demandé la divulgation d'informations par le Gouvernement, a aidé des personnes dont les droits avaient été violés à déposer des plaintes administratives et à introduire des actions en défense de l'intérêt public, et a œuvré pour le renforcement de la société civile. Avant sa période actuelle de détention, il avait été arrêté et interrogé à plusieurs reprises par les forces de sécurité.

8. La source fait savoir que M. Ding s'était installé temporairement chez un ami, à Beijing. Le 26 décembre 2019, vers 21 heures, un membre de la famille de cet ami, rentrant chez lui, a trouvé la serrure forcée et une dizaine de policiers en civil en train de parler à M. Ding à l'intérieur. Ce proche a été menotté et emmené au poste de police de Nanshao, dans le district de Changping (Beijing), où il a été retenu jusqu'à minuit environ. Lorsqu'il est retourné chez lui, il a vu M. Ding être emmené vers une voiture devant la maison. La maison était sens dessus dessous et les effets personnels de M. Ding, notamment son téléphone et son ordinateur, avaient disparu. La source indique que les autorités n'ont présenté aucun mandat ni aucune décision émanant d'une autorité publique, et que les raisons de l'arrestation de M. Ding n'ont pas été précisées.

9. Par ailleurs, la source explique que le 26 décembre 2019, vers 16 h 5, M. Zhang a envoyé un texto à un membre de sa famille, prévenant celui-ci que la police voulait lui parler et qu'il rentrerait tard. Lorsque cette personne est rentrée chez elle après le travail, à 16 h 26, une dizaine d'agents de la sécurité nationale de la ville de Yantai attendaient devant la porte. Ils ont fouillé la maison pendant environ six heures et ont quitté les lieux vers 23 heures en emportant l'ordinateur et le téléphone de M. Zhang, ainsi que des livres et d'autres objets lui appartenant.

10. Les agents n'ont pas présenté de mandat, et n'ont donné aucune explication quant au délit dont M. Zhang était soupçonné. Ils se sont contentés de produire un document comportant une liste des objets qu'ils avaient emportés et indiquant que les forces de sécurité nationale du Bureau de la sécurité publique de Yantai avaient procédé à la perquisition.

Référence était faite à des soupçons d'implication dans « l'affaire du 13 décembre ». La famille n'a reçu aucune notification écrite de placement en détention.

11. Le 2 janvier 2020, un agent du Bureau de la sécurité publique de Yantai a téléphoné à la famille de M. Zhang pour l'informer que ce dernier avait été placé en résidence surveillée dans un lieu désigné au motif qu'il était soupçonné d'avoir commis un acte criminel. Il n'a précisé ni de quel crime il s'agissait, ni à quelle date exactement il avait été mis sous surveillance. La famille n'a jamais reçu de notification écrite du placement en résidence surveillée.

12. La source indique que le 26 décembre 2019, aux alentours de vingt et une heures, une panne d'électricité s'est produite dans la maison de M. Dai, à Xianmen. Lorsque les membres de la famille sont sortis pour chercher l'origine de la panne, ils se sont retrouvés encerclés par une dizaine de policiers en civil qui ont menotté M. Dai et ont ensuite perquisitionné la maison jusqu'à 22 h 30. Ils ont emmené l'ordinateur de M. Dai, son téléphone, sa tablette et d'autres effets personnels.

13. Selon les informations reçues, les policiers n'ont pas fourni à la famille de liste des objets emportés, et n'ont pas présenté de mandat d'arrêt. Ils ont dit à la famille qu'ils étaient de la province du Shandong et qu'ils étaient assistés par les agents du Bureau de sécurité publique de la ville de Xiamen. Ils ont également mentionné oralement que M. Dai était soupçonné d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ».

14. Le soir même, la famille de M. Dai s'est rendue au poste de police du District de Huli, à Xiamen, pour tenter d'en apprendre davantage. Après avoir passé plusieurs coups de téléphone, un agent de police leur a dit que M. Dai se trouvait bien sur les lieux, mais qu'ils ne savaient rien de plus.

15. Le 2 janvier 2020, la police de la ville de Xiamen a demandé à une parente de M. Dai de se présenter au poste du District de Huli. Une fois sur place, cette personne a été informée oralement que M. Dai avait été placé en résidence surveillée dans un lieu désigné car il était soupçonné d'avoir commis un acte criminel, mais les policiers n'ont pas précisé de quel acte il s'agissait ni à quelle date M. Dai avait été placé sous surveillance. La parente a dû signer un document indiquant qu'elle avait été informée oralement de la situation, mais n'a pas été autorisée à conserver un exemplaire du document ni à en faire une copie. Elle n'a pas non plus reçu ni signé de notification officielle. La famille n'a jamais reçu de notification par la suite.

16. La source rapporte que MM. Ding, Zhang et Dai ont été arrêtés le 26 décembre 2019 et ont été placés en résidence surveillée dans un lieu désigné à une date inconnue. La source note que la résidence surveillée dans un lieu désigné est une forme de disparition forcée de facto.

17. La législation applicable à la détention des trois personnes susmentionnées est le paragraphe 2 de l'article 105 du Code pénal chinois (« incitation à la subversion du pouvoir de l'État »), qui prévoit une peine d'emprisonnement d'au moins cinq ans, une détention criminelle, une surveillance publique ou la déchéance des droits politiques pour les personnes reconnues coupables d'avoir incité autrui, en propageant des rumeurs, en diffusant des propos diffamatoires ou par tout autre moyen, à subvertir le pouvoir de l'État ou à renverser le régime socialiste.

18. Selon la source, il existe des allégations crédibles permettant de penser que M. Ding a été torturé pendant qu'il était en résidence surveillée dans un lieu désigné de la ville de Yantai ; il aurait notamment été privé de sommeil au moyen de bruits assourdissants et de lumières fluorescentes allumées vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

19. Le 19 juin 2020, le Bureau de sécurité publique de la ville de Linyi, dans la province du Shandong, a procédé à l'arrestation officielle de M. Ding pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». La source note que cette arrestation est survenue alors que la durée maximum autorisée de résidence surveillée dans un lieu désigné arrivait à son terme. Elle ajoute qu'à l'origine, l'affaire de M. Ding était gérée par le Bureau de sécurité publique de la ville de Yantai, dans la province du Shandong. Les autorités n'ont pas expliqué ce changement à la famille. M. Ding est actuellement incarcéré au centre de détention du comté de Linshu, dans la province du Shandong.

20. Le 8 juillet 2020, l'avocat de M. Ding s'est présenté au centre de détention mais n'a pas été autorisé à voir son client. Le 4 août 2020, il a introduit une nouvelle demande de visite, qui lui a à nouveau été refusée. Depuis le début de sa détention, M. Ding n'a jamais été autorisé à communiquer ni avec son avocat, ni avec sa famille.

21. Le 19 août 2020, l'un des avocats de M. Ding a introduit une demande de libération sous caution. À ce jour, cette demande n'a pas été accordée et M. Ding est toujours en détention au secret.

22. La source rapporte également que le ministère public aurait appliqué l'article 159 du Code de procédure pénale pour prolonger l'enquête sur l'affaire de M. Ding jusqu'au 19 janvier 2021. La source explique que l'article 159 est applicable dans les cas où une personne est condamnée à plus de dix ans de prison.

23. Selon les informations reçues, M. Zhang et M. Dai ont été libérés sous caution le 18 juin 2020, en attendant la suite de l'enquête. Ils sont toujours accusés d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État, mais ne sont plus en prison.

24. La source précise que M. Dai peut circuler, mais n'est pas autorisé à quitter la ville de Xiamen. Tout autre déplacement doit être approuvé par le Bureau de sécurité publique de la ville. M. Dai est tenu de signaler immédiatement tout déplacement et tout changement de son lieu de résidence ou de travail. Il doit également se présenter au moins une fois par mois au poste de police locale et s'y faire prendre en photo. Il a en outre été informé à plusieurs reprises qu'il devait mettre un terme à toute activité militante sous peine d'être immédiatement remis en prison.

25. La source ajoute que pendant que M. Dai se trouvait en résidence surveillée dans un lieu désigné, les autorités l'ont obligé à rester assis dans la même position pendant de longues heures et ont rationné sa nourriture. Ces pratiques ont eu des répercussions sur sa santé, et il souffre notamment d'une atrophie musculaire, d'une hernie discale au niveau des vertèbres lombaires et de problèmes articulaires aux genoux.

26. La source fait valoir que la privation de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai, ainsi que les charges retenues contre eux, sont des représailles qu'ils subissent pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association. La source allègue qu'ils ont été incarcérés pour avoir assisté à une réunion privée, qui s'est tenue les 7 et 8 décembre 2019 à Xiamen et au cours de laquelle les participants ont discuté de politique, échangé des idées sur l'avenir de la Chine et partagé des expériences de la société civile.

27. La source indique également que le Bureau de sécurité publique de Yantai, dans la province du Shandong, a créé une équipe spéciale baptisée « 13 décembre » (la réunion devait initialement avoir lieu le 13 décembre 2019 et non les 7 et 8 décembre 2020). Outre MM. Ding, Zhang et Dai, la police aurait également arrêté et convoqué pour interrogatoire plusieurs autres militants et avocats à Fujian, Shandong, Beijing, Hebei, Sichuan et Zhejiang. Cinq personnes au moins ont été placées en résidence surveillée dans un lieu désigné pour avoir participé à cette réunion.

28. La source conclut que la privation de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai constitue une violation de leurs droits à exercer pacifiquement leur liberté d'expression, de réunion et d'association, droits qui sont garantis par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La détention relève dès lors de la catégorie II de la classification employée par le Groupe de travail lorsqu'il examine les affaires dont il est saisi.

29. La source fait également valoir que dès le début de leur détention, les personnes susmentionnées ont été privées de leur droit à une procédure régulière. La source note à cet égard que les autorités ont manqué à leur obligation de fournir les documents officiels relatifs à la détention et d'avertir les familles par écrit. La source rappelle que ces trois personnes ont été placées en garde à vue le 26 décembre 2019, puis en résidence surveillée dans un lieu désigné à une date inconnue. Les autorités n'ont pas averti les familles de la détention dans les vingt-quatre heures.

30. La source indique également qu'en vertu des normes internationales, la résidence surveillée dans un lieu désigné constitue une forme de disparition forcée de facto, qui expose les détenus à un risque accru de torture. La législation nationale prévoit qu'une personne peut

rester en résidence surveillée dans un lieu désigné tenu secret pour une période de six mois. La personne ainsi détenue doit pouvoir communiquer avec ses avocats, un droit qui est régulièrement refusé par la police dans les affaires impliquant des défenseurs des droits de l'homme. La source rappelle également que le Groupe de travail, dans son avis n° 15/2019, a indiqué que le placement en résidence surveillée dans un lieu désigné était contraire aux articles 6, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

31. De plus, dans le cas de M. Zhang, les autorités de police de Yantai ont à plusieurs reprises modifié les chefs d'accusation utilisés pour justifier les perquisitions de son domicile et de ses biens immobiliers. Selon la source, ceci semble indiquer que les autorités ne disposaient d'aucune preuve solide pour motiver son placement en détention.

32. Ainsi, le 2 janvier 2020, des agents du Bureau de sécurité nationale de Yantai se sont à nouveau rendus dans l'une des propriétés de M. Zhang, à Yantai, propriété qui était occupée par un locataire. Le mandat de perquisition qu'ils ont présenté mentionnait l'« utilisation de matériaux dangereux ayant causé un accident », un délit prévu à l'article 136 du Code pénal chinois. Les autorités ont apparemment affirmé que pendant la perquisition, elles avaient mis la main sur 245 balles ainsi que sur des documents imprimés comportant des instructions pour la fabrication d'une bombe. Les agents ont montré le mandat à un membre de la famille de M. Zhang, mais ne lui ont pas permis d'en faire une copie ni de le prendre en photo.

33. Le 4 janvier 2020, des agents du Bureau de sécurité publique de Yantai ont fouillé deux propriétés de la ville de Weihai appartenant à M. Zhang, qui étaient inoccupées depuis près d'un an. Ils ont présenté un autre mandat de perquisition, qui mentionnait cette fois une accusation de « sabotage d'une station de radio ou télédiffusion ou d'un site de télécommunications public » (art. 124 du Code pénal). Une fois encore, les agents ont montré le mandat à un membre de la famille de M. Zhang, mais ne lui ont pas permis d'en faire une copie ni de le prendre en photo.

34. Le 13 janvier 2020, les agents du Bureau de sécurité publique de Yantai ont perquisitionné le bureau de M. Zhang, à Yantai. Ils étaient en possession d'un mandat qui ne faisait mention d'aucun délit. Les autorités n'ont pas permis au membre de la famille de M. Zhang qui se trouvait sur les lieux pendant la perquisition de faire ou de conserver une copie du mandat.

35. La source souligne que pendant plus d'une semaine, les familles et les avocats de MM. Ding et Zhang n'ont pas été officiellement informés que ces derniers étaient soupçonnés d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État. En outre, bien que les membres de la famille de M. Dai aient été informés oralement des chefs d'accusation retenus contre lui, ils n'en ont été notifiés par écrit que plusieurs semaines après son arrestation.

36. Il semble que les premières notifications écrites des charges d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État retenues contre MM. Zhang et Dai aient été transmises à leurs avocats par le Bureau de sécurité publique de Yantai. Datées respectivement des 9 et 16 janvier 2020, ces notes interdisent aux avocats toute visite à leurs clients au motif que de telles visites pourraient constituer un danger pour la sécurité publique. Les notes concernant MM. Ding et Zhang ont été reçues le 15 janvier 2020. La note concernant M. Dai a été reçue le 21 janvier 2020.

37. La source explique que la législation nationale permet à la police de priver un détenu de son droit d'accès à un avocat s'il a été accusé de « mettre en danger la sécurité nationale ».

38. La source rappelle que MM. Ding, Zhang et Dai ont été placés au secret pendant qu'ils étaient en détention. La source considère qu'ils s'en sont trouvés exposés à un risque accru de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

39. La source fait également observer que le Groupe de travail a estimé que l'accusation d'« incitation à la subversion » était vague et imprécise et a « invité le Gouvernement à abroger le paragraphe 2 de l'article 105 du Code pénal ou le mettre en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de la personne ».

40. La source conclut que la privation de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai est contraire aux dispositions de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève de la Catégorie III de la classification employée par le Groupe de travail lorsqu'il examine les affaires dont il est saisi.

Réponse du Gouvernement

41. Le 14 décembre 2020, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement et lui a demandé de lui fournir, avant le 12 février 2021, des informations détaillées sur la situation actuelle de MM. Ding, Zhang et Dai. Le Groupe de travail a également demandé au Gouvernement d'exposer les éléments de droit justifiant le maintien en détention des intéressés, et d'expliquer en quoi cette mesure était compatible avec les obligations mises à la charge de la Chine par le droit international des droits de l'homme. En outre, le Groupe de travail a demandé au Gouvernement de garantir l'intégrité physique et mentale de MM. Ding, Zhang et Dai. Dans le contexte de la pandémie mondiale, et conformément aux recommandations émises par l'Organisation mondiale de la Santé le 15 mars 2020 concernant les mesures de lutte contre la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) dans les lieux de détention, le Groupe de travail a exhorté le Gouvernement à privilégier les mesures non privatives de liberté à toutes les étapes de la procédure (instruction, procès et verdict) et après le prononcé de la sentence.

42. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement, d'autant que celui-ci n'a pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, comme l'y autorise le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe.

Examen

43. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

44. Pour déterminer si la privation de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai est arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes établis dans sa jurisprudence pour traiter les questions relatives à la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations². En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

45. À titre préliminaire, le Groupe de travail note que MM. Zhang et Dai ont été libérés sous caution. Néanmoins, il précise que comme prévu dans ses méthodes de travail³, il se réserve le droit de rendre un avis, cas par cas, sur la question de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire et ce, nonobstant la libération de la personne concernée. En l'espèce, le Groupe de travail considère que les allégations formulées par la source sont extrêmement graves. Partant, il rend un avis.

Catégorie I

46. Selon la source, au moment de l'arrestation de MM. Ding et Zhang, les policiers n'ont ni présenté de mandat d'arrêt, ni informé sans délai les intéressés des chefs d'accusation qui étaient retenus contre eux. Dans le cas de M. Dai, aucun mandat d'arrêt n'a été présenté et les autorités ont informé sa famille oralement qu'il était soupçonné d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Le Groupe de travail rappelle que pour qu'une privation de liberté ait un fondement juridique, les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer à l'affaire considérée au moyen d'un mandat d'arrêt, ce qui n'a pas été le cas pour MM. Ding, Zhang et Dai⁴.

² Voir [A/HRC/19/57](#), par. 68.

³ Voir par. 17 a).

⁴ Voir, par exemple, les avis n° 93/2017, par. 44 ; 10/2018, par. 45 et 46 ; 36/2018, par. 39 et 40 ; 46/2018, par. 48 ; 9/2019, par. 29 ; 32/2019, par. 29 ; 33/2019, par. 48 ; 44/2019, par. 52 ; 45/2019, par. 51 ; et n° 46/2019, par. 51.

47. Le droit international relatif à la liberté individuelle autorise des restrictions à ce droit et comprend le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt dès lors qu'il ne s'agit pas d'une arrestation en flagrant délit, afin de garantir l'objectivité de la procédure d'arrestation. La décision sur le point de savoir si l'arrestation est justifiée doit également être prise par une autorité extérieure, soit une institution judiciaire impartiale, indépendante et compétente. Cette procédure est inhérente au droit à la liberté et à la sécurité de la personne ainsi qu'à l'interdiction de la détention arbitraire en vertu des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁵.

48. Le Groupe de travail estime que pour qu'un fondement juridique justifiant la privation de liberté puisse être invoqué, les autorités auraient dû informer MM. Ding, Zhang et Dai des raisons de leur arrestation au moment où celle-ci a eu lieu, et les informer sans tarder des accusations portées contre eux⁶. Le manquement à cette obligation constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du principe 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il prive en outre l'arrestation de tout fondement juridique⁷.

49. La source fait valoir que dans le cas de M. Zhang, les autorités de police de Yantai ont à plusieurs reprises modifié les chefs d'accusation utilisés pour justifier les perquisitions de son domicile et de ses autres propriétés. Deux des mandats de perquisition (datés respectivement des 2 et 4 janvier 2020) faisaient mention d'une infraction, et pas le troisième (daté du 13 janvier 2020). Les membres de la famille n'ont pas pu obtenir de copie de ces mandats. Le Groupe de travail fait observer que dans le cas des trois individus concernés, la famille s'est systématiquement vu refuser le droit de conserver des copies des mandats et d'autres documents légaux relatifs à la détention. Le Groupe de travail estime que l'absence de traces écrites des mandats de perquisition, des mandats d'arrêt et d'autres avis officiels relatifs à la procédure ne permet pas d'élaborer une défense correcte et contribue à la nature arbitraire des détentions.

50. Après leur arrestation, le 26 décembre 2020, MM. Ding, Zhang et Dai ont été placés en résidence surveillée dans un lieu désigné à une date inconnue. Le Groupe de travail fait observer que le fait que le Gouvernement n'ait pas informé les familles de leur arrestation et de leur lieu de détention constitue une violation du principe 16 (par. 1) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁸.

51. Le Groupe de travail considère que les termes « résidence surveillée dans un lieu désigné », qui sont parfois employés sont inappropriés, puisque le suspect ou le défendeur qui en fait l'objet n'est pas confiné dans son lieu de résidence habituel (comme dans le cas d'une assignation à résidence), mais dans un « lieu désigné », qui peut très bien être une prison. Dans les faits, les autorités ont le pouvoir de faire disparaître quelqu'un sans aucun contrôle judiciaire. De l'avis du Groupe de travail, une telle loi d'habilitation en faveur des responsables de l'application des lois est dépourvue de fondement juridique⁹. Le Groupe de

⁵ Depuis le début de son mandat, le Groupe de travail considère que le fait d'arrêter des personnes sans mandat rend leur détention arbitraire. Voir, par exemple, les décisions n° 1/1993, par. 6 et 7 ; 3/1993, par. 6 et 7 ; 4/1993, par. 6 ; 5/1993, par. 6 et 8 et 9 ; 27/1993, par. 6 ; 30/1993, par. 14 et 17 a) ; 36/1993, par. 8 ; 43/1993, par. 6 ; et 44/1993, par. 6 et 7. Pour une jurisprudence plus récente, voir les avis n° 38/2013, par. 23 ; 48/2016, par. 48 ; 21/2017, par. 46 ; 63/2017, par. 66 ; 76/2017, par. 55 ; 83/2017, par. 65 ; 88/2017, par. 27 ; 93/2017, par. 44 ; 3/2018, par. 43 ; 10/2018, par. 46 ; 26/2018, par. 54 ; 30/2018, par. 39 ; 38/2018, par. 63 ; 47/2018, par. 56 ; 51/2018, par. 80 ; 63/2018, par. 27 ; 68/2018, par. 39 ; et 82/2018, par. 29.

⁶ Voir, par exemple, l'avis n° 10/2015, par. 34. Voir aussi les avis n° 32/2019, par. 29 ; 33/2019, par. 48 ; 44/2019, par. 52 ; 45/2019, par. 51 ; et 46/2019, par. 51. Voir aussi les avis n° 5/2020, par. 74 ; et 6/2020, par. 43.

⁷ Voir, par exemple, l'avis n° 82/2020.

⁸ Avis n° 6/2021, par. 75.

⁹ Avis n° 36/2019, par. 38 ; et 78/2020, par. 47.

travail juge que le placement en résidence surveillée dans un lieu désigné est contraire aux articles 6, 9, 10 et 11 (par. 1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁰.

52. Le Groupe de travail et d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont exprimé leur inquiétude quant à l'emploi du régime de la résidence surveillée dans un lieu désigné, d'une manière qui porte atteinte aux droits de la personne¹¹. En particulier :

a) La pratique consistant à placer des personnes en détention au secret pour les besoins d'une enquête pendant de longues périodes sans divulguer l'endroit où elles se trouvent constitue une détention secrète et une forme de disparition forcée ;

b) La pratique consistant à placer une personne en résidence surveillée dans un lieu désigné sans contrôle judiciaire et sans inculpation officielle est contraire au droit de toute personne de ne pas être arbitrairement privée de liberté et de contester la légalité de sa détention devant un tribunal sans retard, ainsi qu'au droit de l'accusé d'être défendu par un conseil de son choix ;

c) Les dispositions régissant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent permettre que des personnes soupçonnées de certains crimes soient détenues au secret pendant de longues périodes et dans des lieux tenus secrets, ce qui, en soi, peut constituer un traitement cruel, inhumain ou dégradant, voire une forme de torture ; en outre, cette pratique peut les exposer à un risque accru de subir de nouveaux sévices, y compris des actes de torture ;

d) Les dispositions concernant la résidence surveillée dans un lieu désigné semblent être utilisées pour limiter l'exercice des droits à la liberté d'expression, la réunion pacifique et la liberté d'association par les défenseurs des droits de la personne et leurs avocats.

53. La disparition forcée est contraire à l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et constitue une forme particulièrement grave de détention arbitraire¹². Une telle privation de liberté, associée au refus de révéler le sort réservé aux personnes concernées ou l'endroit où elles se trouvent, ou d'admettre qu'elles sont en détention, est dépourvue de tout fondement juridique valable, quelles que soient les circonstances, et est intrinsèquement arbitraire en ce qu'elle soustrait la personne à la protection de la loi, en violation de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

54. Au cours du dernier examen de la situation des droits de la personne en Chine, dans le cadre du troisième cycle de l'examen périodique universel, en novembre 2018, les délégations se sont déclarées préoccupées par la pratique de la résidence surveillée dans un lieu désigné, et en particulier par son utilisation pour détenir arbitrairement des individus qui défendent et promeuvent les droits humains¹³. Le Groupe de travail invite le Gouvernement à abroger les dispositions régissant cette pratique ou à les mettre en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de l'homme.

55. La source indique que M. Ding n'est toujours pas autorisé à communiquer avec sa famille et reste détenu au secret. Le Groupe de travail estime que le fait que des restrictions aient été imposées aux contacts de M. Ding avec sa famille constitue une violation du droit au contact avec le monde extérieur énoncé au paragraphe 3 de la règle 43 et au paragraphe 1 de la règle 58 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et dans les principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

¹⁰ Voir avis n° 15/2019.

¹¹ Voir la communication CHN 15/2018, disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=23997>. Voir aussi l'avis n° 15/2019, par. 42.

¹² A/HRC/16/48/Add.3, par. 21. Voir aussi E/CN.4/1996/38, par. 55.

¹³ A/HRC/40/6, par. 28.176 et 28.180-181.

56. Le Groupe de travail note que selon la source, MM. Ding, Zhang et Dai n'ont pas été traduits rapidement devant un juge, à savoir, conformément aux normes internationales inscrites dans sa jurisprudence, dans les quarante-huit heures suivant leur arrestation sauf circonstances absolument exceptionnelles¹⁴.

57. Selon les Principes de base et lignes directrices sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, le droit de contester la légalité de la détention devant un tribunal est un droit à part entière, qui est essentiel pour préserver la légalité dans une société démocratique et dont l'absence constitue une violation des droits de l'homme¹⁵. Ce droit, qui constitue de fait une norme impérative du droit international, s'applique à toutes les formes et situations de privation de liberté¹⁶. Le contrôle judiciaire de la privation de liberté est une garantie fondamentale de la liberté individuelle¹⁷ et est essentiel pour garantir que la détention ait un fondement juridique.

58. Le Groupe de travail constate que MM. Ding, Zhang et Dai n'ont pas eu le droit d'introduire de recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de leur détention, comme le prévoient les articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principes 11, 32, 37 et 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il estime donc qu'il y a violation de ce droit.

59. La source indique que MM. Ding, Zhang et Dai ont été accusés d'une infraction vague et imprécise d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État en vertu du paragraphe 2 de l'article 105 du Code pénal chinois. Cette disposition ne définit pas quels types d'actes peuvent être assimilés à de la subversion et à une volonté de renverser le régime socialiste en répandant des rumeurs ou des calomnies, ou par tout autre moyen. Le simple fait de communiquer des pensées, des idées ou des opinions est susceptible de relever de la conduite prohibée. De plus, la détermination de ce qui constitue une infraction au regard de ces dispositions semble être laissée à l'entière discrétion des autorités.

60. Comme le Groupe de travail l'a déclaré, le principe de légalité exige que les lois soient formulées avec suffisamment de précision pour que l'individu puisse y avoir accès, les comprendre et adapter sa conduite en conséquence¹⁸. Dans ses rapports, le Groupe de travail a toujours souligné que les lois formulées de manière vague et imprécise compromettaient les droits fondamentaux de ceux qui souhaitaient exercer leur droit à défendre une opinion, à jouir de leur liberté d'expression, de presse, de réunion ou de religion, ou encore à défendre les droits humains, et qu'elles étaient dès lors susceptibles d'entraîner des privations arbitraires de liberté.

61. Dans les rapports qu'il a établis à la suite de ses visites en Chine en 1997 et en 2004, le Groupe de travail a souligné que les accusations reposant sur des infractions définies de manière vague et imprécise compromettent la capacité des personnes à exercer leurs droits fondamentaux et sont susceptibles d'entraîner une privation arbitraire de liberté. Le Groupe de travail a recommandé de définir ces infractions en termes précis et de prendre des mesures législatives en vue d'incorporer une exception tendant à ce que ne puisse être considérée comme activité criminelle toute activité pacifique menée dans l'exercice des droits fondamentaux garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁹. Qui plus est, rien n'indique que MM. Ding, Zhang et Dai se soient comportés de manière violente ou qu'ils

¹⁴ Avis n° 57/2016, par. 110 et 111 ; 2/2018, par. 49 ; 83/2018, par. 47 ; 11/2019, par. 63 ; 20/2019, par. 66 ; 26/2019, par. 89 ; 30/2019, par. 30 ; 36/2019, par. 36 ; 42/2019, par. 49 ; 51/2019, par. 59 ; 56/2019, par. 80 ; 76/2019, par. 38 ; 82/2019, par. 76 ; et 78/2020, par. 49.

¹⁵ [A/HRC/30/37](#), par. 2 et 3.

¹⁶ Ibid., par. 11, et annexe, par. 47 a). Voir aussi l'avis n° 39/2018, par. 35.

¹⁷ Avis n° 35/2018, par. 27 ; 83/2018, par. 47 ; 32/2019, par. 30 ; 33/2019, par. 50 ; 44/2019, par. 54 ; 45/2019, par. 53 ; 59/2019, par. 51 ; et 65/2019, par. 64.

¹⁸ Voir, par exemple, l'avis n° 41/2017, par. 98 à 101. Voir aussi les avis n° 62/2018, par. 57 ; et 36/2019, par. 4.

¹⁹ [E/CN.4/1998/44/Add.2](#), par. 42 à 53, 106 et 107, 109 c) ; et [E/CN.4/2005/6/Add.4](#), par. 73 et 78 e). Voir aussi [CAT/C/CHN/CO/5](#), par. 36 et 37 (dans lesquels on note que des défenseurs des droits de l'homme et des avocats continuent d'être poursuivis ou menacés de poursuites pour des infractions définies en termes très vagues à des fins d'intimidation).

aient incité de quelque manière que ce soit à la violence dans le cadre de leurs activités, ce qui pourrait avoir constitué une raison de restreindre leurs allées et venues. Au contraire, ils ont choisi de travailler pacifiquement dans le cadre du système juridique chinois en assistant à une réunion pacifique afin de discuter de la politique et de l'avenir de la Chine et de partager leur expérience en tant que militants.

62. Le Groupe de travail considère que le chef d'accusation sur la base duquel MM. Ding, Zhang et Dai ont été placés en détention est si vague qu'il est impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier cette détention et la poursuite de l'enquête les concernant²⁰. Le Groupe de travail invite le Gouvernement à abroger le paragraphe 2 de l'article 105 ou à le mettre en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de l'homme.

63. Le Groupe de travail estime donc que la privation de liberté de M. Ding est arbitraire en ce qu'elle est dénuée de fondement juridique, et qu'elle relève de la catégorie I. En outre, jusqu'à leur libération sous caution le 18 juin 2020, la détention de MM. Zhang et Dai était également dénuée de fondement juridique et était donc arbitraire en ce qu'elle relevait de la catégorie I.

Catégorie II

64. La source allègue que MM. Ding, Zhang et Dai ont été arrêtés pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association. Elle précise qu'ils ont été incarcérés pour avoir assisté à une réunion privée et pacifique, qui s'est tenue les 7 et 8 décembre à Xiamen et au cours de laquelle les participants ont discuté de politique, échangé des idées sur l'avenir de la Chine et partagé des expériences de la société civile. Selon la source, les autorités ont arrêté et interrogé plusieurs militants et avocats issus de différentes régions de Chine, et ont placé cinq d'entre eux en résidence surveillée dans un lieu désigné, toujours en lien avec cette réunion.

65. Le Groupe de travail considère que la conduite de MM. Ding, Zhang et Dai ainsi que leur travail de défenseurs des droits de l'homme sont protégés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît le droit de tout individu à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit, ainsi que le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association (art. 19, 20 et 21, par. 1). Le travail des défenseurs des droits de l'homme est également protégé par la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme), aux termes de laquelle chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international (art. 1, 5 (al. a) et 9 (par. 3))²¹, de communiquer avec des organisations non gouvernementales et de participer effectivement à la direction des affaires publiques de leur pays²².

66. La source a démontré que MM. Ding, Zhang et Dai avaient été arrêtés pour avoir exercé des droits inscrits dans la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme. Le Groupe de travail a établi que la détention de personnes en raison de leurs activités de défenseurs des droits de l'homme portait atteinte à leur droit à l'égalité devant la loi et à leur droit à une égale protection de la loi, reconnus à l'article 7 de la Déclaration universelle des

²⁰ Voir, par exemple, les avis n° 22/2018 et 62/2018 ; et [A/HRC/48/55](#), par. 48.

²¹ Voir aussi la résolution 70/161 de l'Assemblée générale, par. 8.

²² Résolution 53/144 de l'Assemblée générale, par. 1, 5 c), 6, 8, 9 3) c) et 11. Voir aussi la résolution 70/161 de l'Assemblée générale, par. 8, dans laquelle cette dernière « engage les États à prendre des mesures concrètes pour prévenir la pratique des arrestations et détentions arbitraires de défenseurs des droits de l'homme et y mettre fin et, à cet égard, demande instamment la libération des personnes détenues ou emprisonnées, en violation des obligations et engagements que le droit international des droits de l'homme impose aux États, pour avoir exercé leurs droits de l'homme et libertés fondamentales ».

droits de l'homme²³. Le Groupe de travail réaffirme également qu'il applique des normes de contrôle renforcées en cas d'atteinte à la liberté d'expression, d'opinion, de réunion ou d'association ou lorsque des défenseurs des droits de l'homme sont concernés²⁴.

67. Au vu de ce qui précède, le Groupe de travail conclut que la détention de MM. Ding, Zhang et Dai résulte de l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association ainsi que de leur droit à participer effectivement à la direction des affaires publiques de leur pays, et est contraire aux articles 19, 20 et au paragraphe 1 de l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Leur détention est dès lors arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie II. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et au Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, afin qu'ils examinent plus avant les circonstances de cette affaire et lui donnent la suite la plus appropriée, le cas échéant.

Catégorie III

68. Ayant constaté que la privation de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai est arbitraire et relève de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner qu'aucun procès ne devrait avoir lieu à l'avenir.

69. La source fait valoir que les notes écrites destinées à MM. Ding, Zhang et Dai ont été remises à leurs avocats, qui n'ont pas eu le droit de rendre visite à leurs clients au motif que ces visites auraient pu compromettre la sécurité de l'État. Le Groupe de travail note que MM. Zhang et Dai ont été libérés sous caution le 18 juin 2020, en attendant la suite de l'enquête. M. Zhang n'est plus joignable depuis le mois d'octobre 2020 ; on pense qu'il fait l'objet d'une surveillance étroite. Le Groupe de travail renvoie l'affaire au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires. Au vu de la possibilité que M. Zhang fasse l'objet d'une surveillance depuis sa libération sous caution, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur le droit à la vie privée.

70. Selon la source, M. Ding n'a pas été libéré et se trouve en détention avant jugement. Le Groupe de travail note également avec préoccupation les informations fournies par la source, selon lesquelles M. Ding se voit refuser l'accès à un avocat depuis le début de sa détention.

71. Le Groupe de travail note que la possibilité de communiquer avec un avocat dès l'incarcération est une garantie essentielle pour que le détenu puisse contester le fondement juridique de sa détention²⁵. Le Groupe de travail observe avec inquiétude que les autorités ont eu recours à différentes mesures afin de faire obstruction au droit du détenu à consulter un avocat. Le Groupe de travail note que les individus susmentionnés ont été privés de leur droit de bénéficier d'un conseil et de se faire représenter en justice, qui sur le plan procédural est inhérent au droit à la liberté et à la sûreté de sa personne et à l'interdiction de la détention arbitraire en vertu des articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des principes 15, 17 et 18 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et des principes 1, 5, 7, 8, 21 et 22 des Principes de base relatifs au rôle du barreau.

72. Conformément au principe 9 et à la ligne directrice 8 des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, les personnes privées de liberté ont le droit d'être assistées par le conseil de leur choix, à tout moment pendant la détention, y compris immédiatement après l'arrestation, et elles doivent être informées sans délai de ce droit ; l'accès à un conseil ne devrait pas non plus faire l'objet de restrictions illégales ou déraisonnables²⁶.

²³ Avis n° 45/2019, 44/2019, 9/2019, 46/2018, 45/2018, 36/2018, 35/2018, 79/2017 et 75/2017.

²⁴ Avis n° 57/2017, par. 46 ; 41/2017, par. 95 ; 62/2012, par. 39 ; 54/2012, par. 29 ; et 64/2011, par. 20. Les autorités nationales et les organes internationaux de surveillance doivent appliquer des normes de contrôle de l'action gouvernementale renforcées, en particulier en cas d'allégations de harcèlement systématique (voir avis n° 39/2012, par. 45).

²⁵ Avis n° 40/2020, par. 29.

²⁶ Voir aussi A/HRC/45/16, par. 55.

73. Le Groupe de travail partage l'avis de la source selon lequel le déni du droit d'accès à un conseil juridique accroît le risque de mauvais traitements²⁷. Dans le cas de M. Ding, la source soutient qu'il existe des allégations crédibles permettant de penser qu'il a été torturé pendant qu'il était en résidence surveillée dans un lieu désigné ; il aurait notamment été privé de sommeil au moyen de bruits assourdissants et de lumières fluorescentes allumées vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

74. De même, la source indique que M. Dai, qui a été libéré sous caution le 18 juin 2020, serait en train de se remettre des sévices qui lui ont été infligés pendant qu'il était en résidence surveillée dans un lieu désigné, où les autorités l'ont forcé à rester assis dans la même position pendant de longues heures et ont rationné sa nourriture. En conséquence, il souffre d'une atrophie musculaire au niveau de la taille, d'une hernie discale au niveau des vertèbres lombaires et de problèmes articulaires aux genoux. Lorsqu'il est rentré chez lui, M. Dai n'était plus capable de monter et de descendre les escaliers sans assistance. Bien qu'il se sente maintenant mieux, il souffrirait toujours de douleurs à la taille et aux genoux. Le Groupe de travail considère dès lors que le principe 6 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement a été violé.

75. S'agissant des allégations de torture, le Groupe de travail estime qu'elles étayaient la conclusion selon laquelle le droit de MM. Ding et Dai à un procès équitable a probablement été compromis, ce qui vient renforcer sa conviction que la détention relève de la catégorie III. Dans ses avis, le Groupe de travail a toujours conclu qu'il n'était pas possible pour un individu qui était soumis à la torture ou à d'autres peines ou mauvais traitements d'élaborer une défense digne de ce nom en vue d'un procès respectant l'égalité des deux parties devant le tribunal²⁸. Les mauvais traitements infligés aux détenus qui font l'objet de poursuites constituent une violation de leur droit à un procès équitable.

76. Pour ces raisons, le Groupe de travail conclut que le droit de MM. Ding, Zhang et Dai à un procès équitable a été violé et que leur détention est dès lors arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie III.

Catégorie V

77. La source indique que MM. Ding, Zhai et Dai ont été privés de liberté pour des motifs discriminatoires, à savoir leur statut de défenseurs des droits de l'homme.

78. Selon les informations reçues, ils ont été arrêtés, avec d'autres, pour avoir participé à une réunion pacifique de militants. Leur détention résulte de leurs activités de défenseurs des droits de l'homme. Le Groupe de travail convient dès lors qu'ils ont été pris pour cible en raison de ces activités.

79. Le Groupe de travail considère que les circonstances de leur arrestation correspondent à un schéma de harcèlement systématique de la part des autorités. La source indique que ces trois personnes avaient déjà été arrêtées. En outre, des techniques d'intimidation ont été employées lors de l'arrestation de M. Dai : l'électricité a été coupée et les membres de sa famille ont été encerclés par une dizaine de policiers en civil qui l'ont menotté avant de fouiller sa maison. On ignore pourquoi tant de policiers étaient nécessaires pour arrêter M. Dai. Par ailleurs, ce dernier, qui a été libéré sous caution, a été averti à plusieurs reprises que s'il contactait ou rencontrait des dissidents, des avocats spécialistes des droits de l'homme ou des défenseurs des droits de l'homme, il pouvait à tout moment être renvoyé en prison. Il semble donc que sa liberté sous caution soit assortie de menaces d'arrestation au cas où il reprendrait ses activités de défenseur des droits de l'homme. La source indique également que M. Dai a l'obligation de se présenter au poste de police et de s'y faire prendre en photo au moins une fois par mois. La source fait également état de modifications répétées des accusations sur la base desquelles les propriétés de M. Zhang ont été perquisitionnées. Ces méthodes suggèrent l'existence d'un modèle de harcèlement systématique et d'intimidation qui semble subvertir l'application de la loi et les procédures juridiques.

²⁷ Avis n° 11/2020, par. 54 ; et 82/2020, par. 67.

²⁸ Avis n° 32/2019, par. 42.

80. S'agissant de M. Ding, en avril 2015, dans son avis n° 3/2015, le Groupe de travail a établi que la détention de M. Ding était arbitraire, et a demandé sa libération immédiate. Il a été libéré en 2016 après avoir purgé la totalité de sa peine, à savoir trois ans et six mois. Le Groupe de travail note que selon la source, la demande de libération sous caution de M. Dai n'a pas été accordée et qu'il reste détenu au secret. En l'absence d'informations de la part du Gouvernement, le Groupe de travail s'inquiète de la différence de traitement dont a fait l'objet M. Ding par rapport aux autres accusés ; il semble avoir été victime de représailles révélatrices d'un traitement discriminatoire qui a mené à son maintien en détention au secret²⁹. Le Groupe de travail est également vivement préoccupé par les indications de la source selon lesquelles il existe des allégations crédibles permettant de penser que M. Ding a subi des sévices pendant qu'il était en résidence surveillée dans un lieu désigné.

81. Il semble exister en Chine une tendance au placement en détention de défenseurs des droits de l'homme pour leur travail, comme le prouvent une fois encore ces exemples. Ces affaires se déroulent selon un schéma récurrent d'arrestations non conformes aux normes internationales, de détentions avant jugement prolongées sans possibilité de contrôle juridictionnel, de refus d'accès à un conseil juridique, de détentions au secret, de poursuites au motif d'infractions pénales formulées en termes vagues pour l'exercice pacifique des droits de la personne et de refus d'accès au monde extérieur³⁰. Le Groupe de travail est d'avis que ce schéma est révélateur d'un problème systémique³¹.

82. De plus, dans l'exposé ci-dessus concernant la catégorie II, le Groupe de travail a établi que la détention de MM. Ding, Zhang et Dai résultait de l'exercice pacifique de droits garantis par le droit international. Lorsqu'il est établi qu'un placement en détention résulte de l'exercice actif de droits civils et politiques, il est très probable que ledit placement en détention constitue une violation du droit international en ce qu'il découle de discriminations fondées sur des opinions, notamment politiques³².

83. Pour ces raisons, le Groupe de travail considère que MM. Ding, Zhang et Dai ont été privés de liberté pour des motifs discriminatoires, à savoir leur statut de défenseurs des droits de l'homme, et sur la base de leurs opinions, notamment politiques. Leur détention est contraire aux articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; elle est arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie V. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains.

Observations finales

84. En trente années d'existence, le Groupe de travail a établi à de nombreuses reprises que la Chine manquait à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme³³. Le Groupe de travail craint que cela révèle l'existence dans ce pays d'un problème systémique de détention arbitraire, qui constitue une violation grave du droit international. Le Groupe de travail rappelle que, dans certaines circonstances, l'emprisonnement généralisé ou systématique ou d'autres formes graves de privation de liberté en violation des règles du droit international peuvent constituer des crimes contre l'humanité³⁴.

²⁹ Voir, par exemple, l'avis n° 36/2016, par. 29 et 35.

³⁰ Voir, par exemple, les avis n° 78/2020, 82/2020, 11/2020, 32/2020 et 36/2019.

³¹ Voir aussi [A/HRC/48/55](#), par. 46 à 50.

³² Avis n° 59/2019, par. 79 ; 13/2018, par. 34 ; et 88/2017, par. 43.

³³ Voir les décisions n° 43/1993, 44/1993, 53/1993, 63/1993, 64/1993, 65/1993, 66/1993, 46/1995 et 19/1996 ; et les avis n° 30/1998, 1/1999, 2/1999, 16/1999, 17/1999, 19/1999, 21/1999, 8/2000, 14/2000, 19/2000, 28/2000, 30/2000, 35/2000, 36/2000, 7/2001, 8/2001, 20/2001, 1/2002, 5/2002, 15/2002, 2/2003, 7/2003, 10/2003, 12/2003, 13/2003, 21/2003, 23/2003, 25/2003, 26/2003, 14/2004, 15/2004, 24/2004, 17/2005, 20/2005, 32/2005, 33/2005, 38/2005, 43/2005, 11/2006, 27/2006, 41/2006, 47/2006, 32/2007, 33/2007, 36/2007, 21/2008, 29/2008, 26/2010, 29/2010, 15/2011, 16/2011, 23/2011, 29/2011, 7/2012, 29/2012, 36/2012, 51/2012, 59/2012, 2/2014, 3/2014, 4/2014, 8/2014, 21/2014, 49/2014, 55/2014, 3/2015, 39/2015, 11/2016, 12/2016, 30/2016, 43/2016, 46/2016, 4/2017, 5/2017, 59/2017, 69/2017, 81/2017, 22/2018, 54/2018, 62/2018, 15/2019, 35/2019, 36/2019, 72/2019, 76/2019 et 11/2020.

³⁴ [A/HRC/13/42](#), par. 30 ; et avis n° 1/2011, par. 21 ; 37/2011, par. 15 ; 38/2011, par. 16 ; 39/2011, par. 17 ; 4/2012, par. 26 ; 38/2012, par. 33 ; 47/2012, par. 19 et 22 ; 50/2012, par. 27 ; 60/2012, par. 21 ; 9/2013, par. 40 ; 34/2013, par. 31, 33 et 35 ; 35/2013, par. 33, 35 et 37 ; 36/2013, par. 32, 34 et 36 ; et

Dispositif

85. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Ding Jiaxi, Zhang Zhongshun et Dai Zhenya est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et relève des catégories I, II, III et V.

86. Le Groupe de travail demande au Gouvernement chinois de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de MM. Ding, Zhang et Dai, et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

87. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. Ding, à libérer sans condition M. Zhang et M. Dai, et à leur accorder à tous trois le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail appelle le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour garantir la libération immédiate et inconditionnelle de MM. Ding, Zhang et Dai.

88. Le Groupe de travail prie instamment le Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de MM. Ding, Zhang et Dai, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation de leurs droits.

89. Le Groupe de travail prie le Gouvernement de mettre sa législation, et en particulier le paragraphe 2 de l'article 105 de son Code pénal, en conformité avec les recommandations formulées dans le présent avis et avec les engagements pris par la Chine en vertu du droit international des droits de l'homme.

90. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire : a) à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; b) au Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association ; c) à la Rapporteuse spéciale sur le droit à la vie privée ; d) à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains ; et e) au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent.

91. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'utiliser de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

Procédure de suivi

92. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si M. Ding a été mis en liberté et, le cas échéant, à quelle date ;
- b) Si M. Zhang et M. Dai ont été mis en liberté sans condition et, le cas échéant, à quelle date ;
- c) Si MM. Ding, Zhang et Dai ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- d) Si la violation des droits de MM. Ding, Zhang et Dai a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;

avis n° 48/2013, par. 14 ; 22/2014, par. 25 ; 27/2014, par. 32 ; 34/2014, par. 34 ; 35/2014, par. 19 ; 36/2014, par. 21 ; 44/2016, par. 37 ; 60/2016, par. 27 ; 32/2017, par. 40 ; 33/2017, par. 102 ; 36/2017, par. 110 ; 51/2017, par. 57 ; et 56/2017, par. 72.

e) Si la Chine a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;

f) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

93. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

94. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

95. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin³⁵.

Adopté le 8 septembre 2021

³⁵ Résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.